

Le « new deal » écologique promis n'a pas eu lieu, dénoncent des associations

mardi 26 octobre 2010, par Le Monde.fr (Date de rédaction antérieure : 22 octobre 2010).

Trois ans après le discours de Nicolas Sarkozy sur le « new deal écologique », une dizaine d'ONG publient un « bilan du Grenelle » dans lequel elles déplorent « l'absence criante de mesures réellement efficaces » dans la lutte contre le changement climatique.

Le 25 octobre 2007, peu après son élection et après une vaste consultation sur la question écologique, Nicolas Sarkozy s'était montré très volontaire en matière de défense de l'environnement : « *Je veux que le Grenelle soit l'acte fondateur d'une nouvelle politique, d'un new deal écologique en France, en Europe, dans le monde* », déclarait-il. « *Le moins que l'on puisse dire c'est que le 'new deal' écologique promis par le président de la République n'a pas eu lieu* », estime aujourd'hui Olivier Louchard, directeur du Réseau action climat France (RAC), qui réunit des ONG comme Greenpeace, les Amis de la terre ou Agir pour l'environnement.

« *Au contraire, ce que certains redoutaient déjà en 2007 est arrivé : les petites avancées que le gouvernement affiche ne doivent pas masquer l'absence criante de mesures de rupture, structurantes et réellement efficaces* », ajoute-t-il dans un communiqué. Le RAC rappelle que la loi Grenelle 1 avait placé la lutte contre le changement climatique au « *premier rang des priorités* », et juge que la politique gouvernementale en la matière est loin d'être à la hauteur, citant comme premier exemple l'abandon de la taxe carbone.

Elle « *aurait eu le mérite d'enclencher une réelle prise de conscience au sein de la société française* », estime Karine Gavand, responsable climat à Greenpeace. Son abandon démontre, selon elle, que l'environnement était « *avant tout une tactique électorale* » pour le chef de l'Etat.

« AUCUN FINANCEMENT » DES TRANSPORTS VERTS

Le RAC pointe du doigt la politique en matière de transports, premier secteur émetteur de gaz à effet de serre (26 %) : « *Aucun financement pérenne des transports urbains et ferroviaires* », « *vélo ignoré par l'Etat* » et « *investissements routiers relancés au mépris de tout bon sens* ».

Sur le front de l'énergie, des « *objectifs satisfaisants* » (23 % d'énergies renouvelables en 2020), mais « *des outils pas du tout à niveau* », estiment les ONG, reprochant au gouvernement de « *souffler le chaud et le froid sur les énergies renouvelables, empêchant le développement serein de ces filières* ».

Les ONG déplorent aussi « *l'absence de mesures climat sur l'agriculture* » (21 % des émissions), la défiscalisation pour les filières industrielles d'agrocarburants, et les « *deux EPR programmés* »...

Elles notent cependant « *quelques avancées* », comme les plans climat-énergie que les collectivités territoriales devront avoir adoptés pour le 31 décembre 2012.

P.-S.

* LEMONDE.FR avec AFP | 22.10.10 | 22h41 • Mis à jour le 23.10.10 | 16h31